

# Éveiller le géant endormi de l'Afrique ? Potentiel et risques<sup>1</sup>

**E**n 2009, la Banque mondiale a publié un rapport intitulé *Awakening Africa's Sleeping Giant Prospects for Commercial Agriculture in the Guinea Savannah Zone and Beyond* (Éveiller le géant endormi de l'Afrique : perspectives de l'agriculture commerciale dans la Savane guinéenne et au-delà). Le rapport met en évidence le potentiel agricole de la Savane guinéenne (ci-après SG), décrite comme « l'une des plus grandes réserves de terres agricoles sous-exploitées dans le monde » (p. 2). Il fait valoir que le temps est venu de réaliser ce potentiel, faisant observer l'intensification de la demande pour les produits agricoles, sur les marchés mondiaux comme en Afrique, où la croissance démographique, la hausse des revenus et l'urbanisation stimulent la demande en denrées alimentaires de base ainsi qu'en bétail et en produits horticoles. Cela est d'autant plus vrai que les politiques macroéconomiques et sectorielles (fiscalité) politiques sont de plus en plus favorables à l'investissement agricole en Afrique.

Le rapport tire les enseignements des expériences de développement agricole (post-1960) dans deux autres régions autrefois considérées comme des zones à faible potentiel agricole, mais sur lesquelles sont aujourd'hui basées des filières d'agriculture d'exportation de rang international : le cerrado brésilien, où la production est

dominée par les grands exploitants agricoles ; et dans la région nord-est de la Thaïlande, où la production est au contraire dominée par les petits exploitants. Le rapport reconnaît que des difficultés considérables devront être surmontées pour que la SG reproduise de tels succès ; il reconnaît également que de telles réalisations risquent d'induire certains impacts négatifs sur les plans environnementaux et, peut-être, sociaux. Il soutient toutefois que le pire de ces effets peut être atténué avec une planification et des politiques judicieuses. Les priorités en matière d'intervention publique doivent pour cela inclure : des politiques foncières visant à garantir une protection équitable des droits de propriété ; des investissements dans la recherche agricole, l'enseignement et les infrastructures ; des institutions permettant de promouvoir l'accès des petits exploitants aux marchés et services (notamment aux services de financement) ; et un renforcement de la surveillance et de la gestion environnementales. Une fois ces éléments en place, « de nombreuses opportunités s'ouvriront aux paysans d'Afrique qui leur permettront de retrouver une compétitivité internationale, compte tenu notamment de la forte hausse de la demande anticipée à long terme sur les marchés mondiaux des marchandises agricoles » (p. 2).

## **La Savane guinéenne est-elle vraiment un « zone encore largement inexploitée » ou les efforts visant à l'exploiter dans le cadre d'une agriculture intensive auront-ils pour effet de déplacer d'autres activités productives mais peu visibles?**

L'évaluation critique du rapport menée dans le cadre de l'atelier Future Agricultures-SOAS a souligné l'hétérogénéité de la SG. Cette région comprend plusieurs écologies de savane distinctes, notamment les savanes soudanaises, les régions boisées de Miombo et les prairies et savanes inondées ([après 2010](#)). Dans le nord du Nigeria, le sud-ouest du Burkina Faso et dans la région Upper East du Ghana, les densités de population sont élevées, tandis qu'elles sont faibles dans le reste de la zone, qui représente une très vaste superficie et sur laquelle se concentre précisément le rapport ([Amanor 2010](#)). Dans les premières zones, qui ne représentent certes qu'une petite fraction de la SG, l'intensification de la petite agriculture est déjà en cours pour répondre à la demande croissante des marchés ([Mortimore 2010](#)). Les activités courantes dans le reste de la zone incluent notamment les cultures extensives (souvent itinérantes), le pastoralisme et la récolte des ressources naturelles (arbres notamment), toutes ces pratiques jouant un rôle important dans la subsistance des populations (pauvres). L'expérience récente en matière d'accords fonciers à grande échelle, dont certains ont été conclus au sein de la SG, montre non seulement que les allocations de terres à grande échelle à des fins agricoles peuvent déplacer de telles activités, mais aussi que les paiements compensatoires proposés aux personnes affectées sont souvent insuffisants ([Hall 2010](#)). Les femmes peuvent être particulièrement touchées par la perte d'un accès aux possibilités de culture extensive et aux ressources environnementales. Paradoxalement, en revanche, si les populations dégagent déjà des moyens de subsistance, ce sont les faibles niveaux de population dans et autour de la SG qui posent

des difficultés pour le développement équitable de la zone, compte tenu notamment des fortes exigences de la petite agriculture en termes de main-d'œuvre.

## **Une agriculture compétitive au niveau international peut-elle être établie de façon durable en Savane guinéenne? Si oui, quelles sont les conditions nécessaires pour y parvenir?**

Nonobstant la hausse des importations de produits alimentaires en Afrique sub-saharienne, le rapport soutient de manière convaincante que l'agriculture africaine peut être compétitive sur des marchés intérieurs en pleine croissance (c'est-à-dire pour une parité des prix à l'importation). On trouve également un certain potentiel d'exportation dans la zone SG, pour le coton par exemple, et les conditions des marchés mondiaux sont susceptibles de rester favorables pour de nombreuses cultures pendant un certain temps encore. Le rapport reconnaît également la pauvreté des sols, comme dans le cerrado brésilien. Une agriculture compétitive impliquera par conséquent des pratiques appropriées en matière de gestion de la fertilité des sols (d'où la nécessité de la recherche), ainsi que des systèmes d'approvisionnement en intrants. [Slingerland et Giller \(2010\)](#) soulignent la complexité du défi posé par la gestion de la fertilité des sols, compte tenu notamment de la différenciation entre les ménages (pour des raisons socio-économiques), entre les parcelles (soit au sein même des ménages) ainsi qu'entre les différentes zones géographiques. La demande croissante du marché en produits agricoles peut encourager les producteurs à traiter ces questions de fertilité des sols. Des données probantes collectées ailleurs (notamment Machakos, Tiffen et al, 1994) montrent toutefois que des services de soutien public peuvent également être souhaitables et/ou nécessaires.

Le rapport fait également valoir qu'une agriculture commerciale en SG devra être

essentiellement pluviale, ce qui, là encore, semble être une observation raisonnable. Seules les exploitations agricoles à grande échelle et les petits exploitants les mieux capitalisés seront en mesure de financer eux-mêmes des systèmes d'irrigation. Selon [Lankford \(2010\)](#), une combinaison souhaitable pour la SG consisterait en un système pluvial appuyé par une irrigation d'appoint en cas de pluies rares (durant les mauvaises saisons ou en cas d'interruptions durant la saison des pluies). Toutefois, une telle optimisation de l'utilisation des eaux d'irrigation sera presque impossible à réaliser sur des systèmes d'irrigation de moyenne à grande échelle pour les petits exploitants ou lorsque des petits/microsystèmes cohabitent avec de grands domaines. De tels systèmes tendent en effet à être coûteux et excessivement consommateurs d'eau, provoquant à terme des pénuries en aval et d'autres problèmes environnementaux (salinisation, notamment). Lankford (2010) fait valoir qu'il serait préférable de canaliser les rares ressources en eau vers les villes et villages, de manière à assurer l'approvisionnement nécessaire à la croissance urbaine, qui alimentera à son tour la croissance du secteur agricole pluvial et stimulera la demande en produits agricoles. La pluviométrie est cependant variable en SG, de telle sorte que l'intensification de la petite agriculture dans des conditions non irriguées nécessitera vraisemblablement à la fois des travaux de recherche sur les variétés de cultures les plus tolérantes face aux sécheresses et le développement de produits de micro-assurance appropriés.

L'une des grandes lacunes du rapport *Sleeping Giant* est probablement la prise en compte du rôle de l'élevage de bétail dans les scénarios de développement futurs. On peut en effet anticiper une hausse de la demande en produits d'élevage en Afrique en réponse à la croissance des revenus et, pour les exploitations mixtes culture-élevage, le bétail peut contribuer à la fois à la traction animale (indispensable pour l'extension des

zones cultivées par les petits exploitants) et à la production de fumier. Tant que les systèmes financiers resteront faibles, l'élevage assurera également une précieuse fonction d'épargne pour la croissance des exploitations. À son tour, une filière d'élevage en croissance (pour la volaille peut-être encore plus que pour l'élevage bovin) pourrait stimuler la demande en soja, tourteau de coton et maïs, qui sont des cultures présentant un fort potentiel de production au sein de la SG. [Rushton et al \(2010\)](#) font observer que les maladies demeurent un obstacle important à la production animale en SG. En particulier, une grande partie de la zone reste infectée par la mouche tsé-tsé, principal vecteur de la trypanosomiase humaine (maladie du sommeil) et animale. Le défrichage de la brousse à grande échelle supprime l'habitat de la mouche tsé-tsé, comme cela s'est produit au fil du temps dans les régions les plus densément peuplées de la SG en Afrique de l'Ouest. Cependant, les campagnes publiques d'éradication, visant à stimuler les implantations pionnières dans de nouvelles zones par des producteurs agricoles, sont coûteuses et les progrès réalisés peuvent être inversés (comme on a pu récemment le constater à Gokwe, au Zimbabwe) en cas de déclin des cultures. On trouve par ailleurs en SG un large éventail d'autres maladies affectant les différents types de bétail. La restauration de la présence et de la qualité des services vétérinaires (qui ont compté parmi les principales victimes des programmes d'ajustement structurel) est une condition préalable à leur mise sous contrôle.

D'importants investissements dans les infrastructures de transports sont également indispensables pour renforcer la compétitivité des agriculteurs africains, cela non seulement sur les marchés mondiaux, mais également vis-à-vis des importations, sachant que les grands pôles de demande sont situés sur les côtes. Plus que tout autre facteur, ce sont ces investissements qui permettront d'ouvrir la SG. On trouvera ci-dessous une réflexion sur les éléments à mettre en place

avant que de tels investissements puissent être engagés, afin de s'assurer que le processus ainsi enclenché soit mené dans une optique pro-pauvre et respectueuse de l'environnement. Pour les pays sans littoral, les investissements dans les infrastructures posent le défi de la coordination (supranationale) des politiques régionales. Une coordination similaire est également souhaitable sur le plan de la recherche agricole ciblée sur la zone SG, ainsi que sur celui des migrations entre pays voisins si celles-ci sont rendues nécessaires pour répondre aux demandes de main-d'œuvre nécessaires pour assurer le développement de la production dans des régions auparavant peu peuplées.

### **Quelles sont les grandes contraintes environnementales pesant sur la promotion d'une agriculture commercialisée en Savane guinéenne et peuvent-elles être gérées de manière appropriée ?**

Pour Mortimore (2010), poser la question en ces termes est tout simplement trop réducteur. Il estime qu'il faudrait plutôt se demander quelles sont les voies de développement envisageables pour la SG, et étant les plus susceptibles de réduire la pauvreté et de protéger la santé des écosystèmes dont dépendent les sociétés. Il suggère ainsi que le modèle proposé par le nord du Nigeria, bien qu'imparfait, est l'un des plus satisfaisants : le système agricole est fondé sur les petites exploitations ; la base des ressources naturelles est gérée par des institutions décentralisées ; et les pratiques de production comme les institutions chargées de la gestion des ressources naturelles répondent de façon organique à la croissance démographique et au renforcement de la demande des marchés. D'autres contributions avancées durant les discussions menées dans le cadre de l'atelier Future Agricultures-SOAS suggèrent par ailleurs qu'il est important de reconnaître : l'importance de la diversité des espèces d'arbres dans les écosystèmes (ceci pour des raisons à la fois

économiques, sociales et environnementales) ; le potentiel d'un large éventail de cultures et de techniques agricoles (en regardant bien au-delà du maïs, du manioc, du riz, du soja, du coton et du sucre, examinés en détails dans le rapport) ; la valeur des systèmes intégrés culture/élevage ; et le rôle crucial des « zones humides au sein de zones arides » en tant que ressources clés pour la production agricole et pastorale dans des environnements complexes et à risques. Cela nécessitera non seulement de solides institutions locales pour la gestion des ressources naturelles, mais également des instances de délibération au sein desquelles les points de vue divergents pourront être débattus et des groupes d'intérêts concurrents pourront dialoguer.

Concernant la question plus étroite énoncée ci-dessus, le rapport semble sous-estimer les conséquences environnementales et sanitaires probables de l'intensification agricole dans les zones de la SG qui présentent actuellement une faible densité de population. [Jones \(2010\)](#) souligne notamment la grande biodiversité des zones SG et le nombre élevé d'espèces d'animaux, d'oiseaux et d'amphibiens menacées d'extinction. Globalement, la croissance démographique et l'intensification agricole (indépendamment des effets de population) ont été identifiées comme les principaux facteurs de la perte de la biodiversité. Si l'on peut observer un engagement impressionnant envers la création et la préservation de zones protégées dans certains pays de la SG, en particulier en Tanzanie, des mesures supplémentaires pourront toutefois s'avérer nécessaires. Celles-ci exigeront cependant des recherches spécifiques en fonction des lieux (qui demanderont un certain temps) pour identifier les espèces menacées et définir les mesures susceptibles d'aider à leur survie (par ex. : couloirs de migration, variantes locales de pratiques agricoles respectueuses de la faune). La biodiversité de la SG s'impose par ailleurs comme un bien public mondial, notamment dans la mesure où d'autres parties du monde ont déjà perdu une grande

partie de leur biodiversité. Nonobstant l'engagement envers les zones protégées, existe-t-il sur ce plan un décalage entre les incitations internationales et locales ?

La mauvaise santé demeure un fardeau significatif pour les communautés de la Savane guinéenne et risque d'agir comme un frein au développement économique. Les maladies infectieuses et parasitaires sont celles qui posent le plus de menaces. Post (2010) fait en revanche valoir que les modalités de réponse à l'évolution de l'utilisation des terres sont suffisamment bien comprises pour envisager une planification qui permettra d'atténuer les principales menaces. Si les systèmes de santé ont, par le passé, été parfois incapables de répondre aux difficultés de mise en œuvre, les nouveaux modèles (qui impliquent souvent des bénévoles de la collectivité et un traitement focalisé au niveau des communautés) se révèlent très performants sur le plan économique, concernant par exemple la lutte contre l'onchocercose et le ver de Guinée. Le paludisme posera vraisemblablement le plus grand défi, même si des stratégies efficaces émergent également actuellement pour cette maladie.

Dans le même temps, l'expansion agricole en SG risque de favoriser l'apparition de nouvelles maladies. Jones (2010) fait notamment état de travaux qui montrent que plus de 60 % des maladies infectieuses ayant émergé sur la période 1940-2004 dans le monde ont été causées par des zoonoses, les trois quarts ayant émané de la faune. Il existe donc un risque accru d'émergence de nouvelles maladies sous l'effet d'une augmentation des populations humaines et de bétail à proximité des populations d'animaux sauvages dans la zone SG. De tels événements sont, par conséquent, fort probables en cas d'expansion de la production animale, mais l'on pourrait également constater des impacts indirects liés aux cultures, via, par exemple, une augmentation des populations de rongeurs s'alimentant sur les récoltes. Bien évidemment, les impacts des maladies émergentes seront d'autant plus graves

quela capacité des systèmes de santé à les prendre en charge sera faible. Toutes choses étant égales par ailleurs, la prise en compte de la probabilité de telles maladies émergentes fait baisser le ratio bénéfices-coûts d'une expansion agricole dans la zone SG, même si cela reste difficile à quantifier.

### **Compte tenu des facteurs économiques et politiques qui stimulent l'intérêt pour cette zone, le développement d'une agriculture commerciale en Savane guinéenne peut-il véritablement être productif, durable et prospère ?**

Il s'agit sans doute là de la question la plus critique d'entre toutes ! Amanor (2010) met en garde sur le fait que la plupart des processus de commercialisation des produits agricoles ont pour effet d'intensifier la différenciation rurale, excluant un grand nombre de ménages de semi-subsistance des impacts positifs immédiats. Cela étant, entre le modèle thaïlandais (petite exploitation) et le modèle brésilien (production à grande échelle), la voie de développement la plus souhaitable pour la SG reste l'exemple thaïlandais. [Poulton \(2010\)](#) fait valoir que les petits exploitants bénéficient d'un avantage concurrentiel par rapport aux grandes exploitations agricoles sur la plupart des cultures vivrières ainsi que sur d'autres grands produits agricoles étant susceptibles d'être cultivés en SG (à l'exception du sucre). Comme cela a déjà été indiqué, les systèmes de petite exploitation (en particulier ceux qui évoluent au fil du temps en réponse à la croissance démographique et à la demande des marchés) sont également susceptibles d'être mieux adaptés aux impératifs de préservation de la biodiversité. [Binswanger \(2010\)](#) fait valoir que, historiquement, les grandes exploitations agricoles n'ont prospéré en Afrique que lorsqu'elles ont été en mesure de capter une certaine forme de subvention publique. De nombreux agriculteurs zimbabwéens ayant émigré vers d'autres régions

du continent ont ainsi eu de grandes difficultés sans de telles subventions.

Toutefois, si la voie de développement souhaitable pour la SG est vraisemblablement le modèle thaïlandais, les pays qui « réveilleront le géant endormi » pourraient bien finir par suivre le modèle brésilien. De fait, même le Brésil, lorsqu'il s'est engagé dans l'exploitation du cerrado, avait pour ambition d'aider les petits paysans pauvres du nord-est du pays à se réinstaller et à produire des denrées alimentaires destinées aux marchés domestiques ; mais ces plans ont été rapidement évincés par l'afflux d'agriculteurs entrepreneurs venus du sud du Brésil, attirés par les opportunités offertes par le cerrado quant à l'acquisition d'exploitations beaucoup plus grandes pour des prix peu élevés. Les motifs de pessimisme concernant la SG tiennent aux incitations pour les politiciens soit à allouer des terres aux élites locales (y compris eux-mêmes), soit à procéder à des ventes à grande échelle auprès d'investisseurs étrangers. Cela pourra être encouragé par les discours favorables à une production à grande échelle (par ex. : Collier 2008). Toutefois, comme le fait observer Poulton (2010), il sera également plus compliqué d'initier le développement d'une petite agriculture, dans la mesure où cela nécessite la fourniture d'une large palette de services d'appui, ainsi que des infrastructures locales<sup>2</sup>. Enfin, l'attribution de terres aux plus riches ouvre des opportunités de recherche de rente.

Le rapport *Sleeping Giant* présente le cerrado brésilien comme une grande réussite, même si celle-ci est réalisée de manière inéquitable. On peut toutefois aisément envisager des scénarios basés sur les grandes exploitations agricoles et donnant des résultats bien inférieurs en Afrique (compte tenu en particulier du manque d'entrepreneurs agricoles autochtones et bien établis), ne délivrant à terme ni croissance ni équité. L'acquisition de terres à des fins spéculatives, exploitées ensuite dans le cadre d'activités de pâturage extensif, a été une caractéristique des

premières phases de développement du cerrado. Cela sera aussi probablement le cas en SG, surtout si les attentes se renforcent quant au développement futur de la région (peut-être une conséquence imprévue du rapport ?).

Le rapport souligne l'importance de politiques foncières fortes et équitables si l'on souhaite que les petits exploitants soient inclus dans la trajectoire de développement de la SG, et émet des commentaires favorables sur les politiques existantes (sur le papier) dans certains pays de la zone. Il peut toutefois y avoir une différence entre les politiques annoncées *sur le papier* et leur mise en œuvre, comme on a pu le constater avec certaines transactions foncières récentes (Hall 2010). Quoi qu'il en soit, la politique foncière reste un élément critique. L'une des principales préoccupations pour de nombreux pays africains tient au dualisme (et aux tensions et conflits qui en résultent) entre les politiques foncières nationales officielles et les systèmes fonciers coutumiers (Mortimore 2010). Il est nécessaire de donner un poids plus fort aux droits conférés par la loi, appuyés par une administration foncière dûment financée et décentralisée, de manière à donner aux utilisateurs des terres locales une base sur laquelle ils pourront défendre leurs droits et bénéficier de conditions favorables en cas de négociations avec des investisseurs extérieurs.

Compte tenu de la crainte d'une capture du développement de la SG par les grandes exploitations, ne serait-il pas préférable de laisser en paix le géant endormi de l'agriculture africaine encore un certain temps, de manière à conduire des recherches plus approfondies sur les ressources environnementales de la SG, de façon à ce que l'accroissement des populations puisse conduire à un modèle d'intensification décentralisée de la petite agriculture (analogue à celui qui a émergé dans le nord du Nigeria), et à permettre à la société civile d'affirmer ses exigences en matière de responsabilisation des États, au fur et à mesure de l'approfondissement des processus de démocratisation ? Un

contre-argument évoque le fait que les marchés et d'autres forces qui encouragent l'exploitation de la SG sont déjà suffisamment robustes et vont très probablement aller en s'intensifiant, de sorte que l'exploitation finira de toute façon par se produire. Si tel est le cas, en l'absence d'une approche proactive de la part des éléments favorables au sein des gouvernements, des agences de développement et des institutions financières, l'exploitation de la SG suivra, pour ainsi dire par défaut, le modèle de la grande exploitation. Un tel argument doit faire l'objet d'une évaluation attentive en différents endroits dans la zone SG. Des données probantes issues des transactions foncières existantes montrent que ces dernières sont souvent focalisées sur les zones qui présentent des caractéristiques supérieures à la moyenne en termes de pluviosité et d'accessibilité (Hall 2010)<sup>3</sup>. Il n'existe par conséquent pas d'éléments concluants démontrant que la SG dans son ensemble est sur le point d'être la cible d'investissements. Cela étant, dans les régions pour lesquelles un tel argument est considéré comme valide, à quoi pourrait ressembler une stratégie de développement préventive et favorable à la petite agriculture ?

Deux grands défis se posent dans ce cas. Le premier tient au fait que l'attribution de terres à des exploitations à grande échelle peut être catalysée par un sous-ensemble d'investissements nécessaires au développement de la petite agriculture (avec cependant toujours des exigences dissimulées en matière de subventions). Ainsi, par exemple, dans un environnement macroéconomique et politique favorable, des investissements réalisés dans les infrastructures routières en SG susciteront probablement un intérêt pour les ressources foncières parmi les grands exploitants agricoles, alors qu'ils resteront insuffisants pour stimuler le développement de la petite agriculture. Le second défi tient au fait que les partisans d'une stratégie de développement

favorable à la petite agriculture sont susceptibles d'être des technocrates (organismes internationaux et fonctionnaires locaux favorables à leurs points de vue), dont les intentions sont souvent contrariées par les élites politiques nationales (van de Walle, 2001). Or ce sont précisément ces élites qui favoriseront probablement l'attribution de terres à grande échelle.

Les organisations paysannes pourraient-elles constituer une alternative crédible au modèle de la grande exploitation agricole, en particulier là où une pression s'exerce en faveur de gros volumes de production de la part des parties prenantes en aval des chaînes d'approvisionnement mondiales (ou même régionales) ? Les organisations paysannes ont connu des succès mitigés en Afrique (Future Agriculture Consortium 2009). En outre, même dans les cas où elles ont donné de bons résultats, elles ont eu tendance à néo-émerger que lorsqu'une filière d'agriculture commerciale dynamique était déjà en place (investissements agro-industriels existants + fournisseurs issus de la petite agriculture).

La première recommandation doit donc être de procéder avec la plus grande prudence ! Il est ainsi inutile de construire des routes s'il n'existe pas de plan clair visant à garantir l'inclusion des petits exploitants et/ou si le droit foncier est faible ! De la même manière, il faut se garder d'investir dans des grandes exploitations dont le *business model* est, au final, fondé sur une forme ou une autre de dépendance vis-à-vis de subventions publiques (quel que puisse être leur degré de dissimulation). D'un autre côté, lorsque de grandes entreprises proposent des plans d'investissement crédibles, il convient d'accorder son attention aux droits et régimes fonciers existants. Même dans les régions où les terres sont apparemment « sous-exploitées », il est presque certain que ces dernières seront en fait revendiquées et utilisées par quelqu'un. Le fait de prendre

au sérieux les droits de ces personnes pourra permettre d'éviter les conflits et de partager de façon plus large les impacts positifs induits par les nouveaux investissements. Des fonds publics pourront également être déployés pour optimiser l'inclusion des petits exploitants, soit en tant que sous-traitants formels (si les attributs de la culture principale sont compatibles), soit en tant que colons implantés dans les environs de l'entreprise, capables de bénéficier de l'infrastructure et des liens avec les marchés qui accompagnent les investissements à grande échelle<sup>4</sup>. Il convient enfin, toutefois, de rappeler que c'est bien le modèle de développement thaïlandais (fondé sur la petite agriculture) qui est susceptible de générer le plus d'avantages sociaux et économiques pour la SG et de minimiser les coûts environnementaux, pour peu que des coalitions puissent être constituées pour promouvoir un tel modèle.

### Notes :

<sup>1</sup> Cette note de synthèse s'appuie sur les contributions apportées dans le cadre d'un atelier Future Agricultures / SOAS intitulé « Awakening Africa's Sleeping Giant? » et organisé à la SOAS le 21 juin 2010. Sauf indication contraire dans la liste de référence, toutes les références rapportent à des présentations faites dans le cadre de l'atelier. On trouvera de plus

amples détails concernant l'atelier sur le site [www.future-agricultures.org](http://www.future-agricultures.org), sur lesquels d'autres présentations peuvent également être téléchargées.

<sup>2</sup> À noter que la question tient ici à la capacité de l'État à fournir ces services, plutôt qu'au coût, compte tenu de la tendance des grandes exploitations agricoles à négocier également des subventions.

<sup>3</sup> Pour cette raison, des investisseurs extérieurs sont entrés en conflit direct avec les petits paysans, précipitant des effets de déplacement et des issues défavorables aux populations pauvres (Hall 2010).

<sup>4</sup> Pour un examen récent des partenariats public-privé dans le développement agricole en Afrique, voir Poulton (2009).

### Références:

Collier, P (2008) The Politics of Hunger: How Illusion and Greed Fan the Food Crisis. *Foreign Affairs* 87(6) Novembre-Décembre 2008

Future Agricultures Consortium (2009) Les sept habitudes des organisations paysannes qui réalisent tout ce qu'elles entreprennent. *Point Info* 32, juin 2009

Poulton, C (2009) An Assessment of Alternative Mechanisms for Leveraging Private Sector Involvement in Poorly Functioning Value Chains. Article AAACP #8, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome

Tiffen M, Mortimore M et Gichuki F (1994) More People, Less Erosion: Environmental Recovery in Kenya. John Wiley and Sons, Chichester

van de Walle, N (2001) African Economies and the Politics of Permanent Crisis, 1979-1999. Cambridge University Press, New York

### Remerciements:

This policy brief draws on the contributions to a joint Future Agricultures and SOAS workshop on "Awakening Africa's Sleeping Giant?" held at SOAS on June 21st-22nd 2010. Unless otherwise shown in the reference list, all references in the brief are to presentations made at the workshop. Further details of the workshop can be found at [www.future-agricultures.org](http://www.future-agricultures.org), from where the presentations can also be downloaded.

Le Future Agricultures Consortium a pour objectif de susciter des débats critiques et d'encourager le dialogue sur les politiques à conduire pour assurer l'avenir de l'agriculture en Afrique. Le Consortium est un partenariat entre divers organismes de recherche basés en Afrique et au Royaume-Uni. Future Agricultures Consortium Secretariat, University of Sussex, Brighton BN1 9RE - UKT +44 (0) 1273 915670 E [info@future-agricultures.org](mailto:info@future-agricultures.org)

*Les lecteurs sont encouragés à citer ou reproduire des sections des notes de synthèse Future Agricultures dans leurs propres publications. En retour, le Consortium Future Agricultures demande simplement à ce que sa contribution soit mentionnée et à recevoir une copie de la publication.*

Le FAC bénéficie du soutien du Département britannique du développement international.

